



LA VOIX DES TRAVAILLEURS

Mensuel révolutionnaire internationaliste édité par l'O.T.R

Organisation des Travailleurs Révolutionnaires

(Union Communiste Internationaliste)

Contre le pouvoir des riches et des possédants, quelle que soit l'étiquette politique du gouvernement qui les représente.

Contre les bandes armées légales ou illégales, toutes hostiles aux classes exploitées.

Pour le pouvoir démocratique des travailleurs des villes, des campagnes et des paysans pauvres.

Pour le contrôle de la production, du grand commerce, des terres et des banques par les ouvriers et les paysans pauvres et pour la répartition égalitaire des biens entre tous.

Pour le combat contre l'impérialisme par la lutte de classe des prolétaires.

Pour un parti mondial de la révolution socialiste.



« An nou konte sou fòs nou »

03 février 2023

N° 301

Prix: 25 gourdes

SOMMAIRE

EDITORIAL

LES CLASSES POSSÉDANTES ET LEURS VALETS ONT FAILLI, LE POUVOIR AUX CLASSES EXPLOITÉES !



L'économie d'Haïti est en train de s'effondrer. L'inflation annuelle approche les 50 % ! Un niveau jamais atteint jusque-là. Les prix des biens et des services explosent. En moins d'une année, deux hausses spectaculaires des produits pétroliers. La gourde a perdu 50 % de sa valeur sur 1 an ! Le pouvoir d'achat se réduit comme peau de chagrin. Les classes possédantes et leurs valets au pouvoir livrent une sale guerre aux classes exploitées pour leur faire payer la crise.

La presse bourgeoise parle d'« insécurité alimentaire » pour 5 millions de personnes qui crèvent de faim. Des chiffres très en dessous de la réalité, car c'est l'écrasante majorité de la population qui est brutalement poussée dans la misère abjecte. La terreur des gangs vient aggraver les conditions déjà précaires des classes laborieuses.

Les gens veulent s'échapper de cet enfer par tous les moyens. Des voiliers surchargés prennent la mer au mépris des risques inhérents à de telles traversées. Des naufrages entraînant des morts et des disparus sont régulièrement rapportés par la presse. La petite-bourgeoisie qui n'a jamais caché son mépris à l'endroit des classes pauvres – comme les personnels de maison – s'est appauvrie elle-même. L'écrasante majorité de ceux qui disposaient d'un visa se sont envolés vers d'autres cieux, pour se retrouver à travailler au noir dans des emplois précaires réservés aux immigrés, aux illégaux, bref aux pauvres.

Le nombre de chômeurs a également explosé avec la fermeture de nombreuses entreprises, petites et moyennes, dont les reins ne

sont pas assez solides pour faire face à la crise. À Caracol, l'entreprise S&H Global, principale pourvoyeuse d'emplois au Parc, vient d'annoncer le licenciement de 3500 employés. Les « factories », qui fonctionnent, imposent des cadences et des conditions de travail de plus en plus dures, sans compter les suspensions intempestives.

L'agonie que vit actuellement la population laborieuse, l'état de délabrement du pays, la catastrophe humanitaire qui s'avance à grands pas : c'est le bilan des classes au pouvoir. Depuis l'indépendance, la tête de l'État a vu se succéder une variété de dictateurs ou de démocrates, militaires, prêtres, agronomes, avocats, ingénieurs et même musicien, souvent bardés de diplômes. À la tête des entreprises, des familles de capitalistes – comme les Mevs, Brandt, Biggio, Apaid, etc. – se transmettent de père en fils la gestion du butin tiré de l'exploitation des classes laborieuses. Les dirigeants économiques et politiques ont irrémédiablement failli. Il revient aux classes pauvres, exploitées depuis toujours de se donner l'énergie et la volonté politiques nécessaires en vue de chasser leurs oppresseurs et offrir une autre perspective au pays.■

Editorial

⇒ Page 1

- Les classes possédantes et leurs valets ont failli, le pouvoir aux classes exploitées !

Leur société

⇒ Page 2

- L'intervention militaire en Haïti, l'hésitation des puissances impérialistes
- Lâches, les policiers se sont trompés de cibles
- Rareté du carburant : Les prédateurs ne lâchent pas leurs proies

⇒ Page 3

- Stockage illicite du carburant et incendie dans les quartiers populaires
- Choléra : L'épidémie gagne du terrain
- Alerte sanitaire dans l'environnement de Sonapi

Dans les entreprises

⇒ Page 3

- PAWÒL TRAVAYÈ : Ajisteman salè minimòm nan, se yon ijans

⇒ Page 4

- Échos des entreprises

Dans l'international

- Les nouvelles mesures migratoires de Biden : ni générosité ni humanité !

Nous contacter

LA VOIX DES TRAVAILLEURS

vdtravailleurs@yahoo.fr

B.P 2074, Port-au-Prince, Haïti

Tel : (509) 37 40 02 23

Dépôt légal à la Bibliothèque nationale: 89-12-308

L'INTERVENTION MILITAIRE EN HAÏTI, L'HÉSITATION DES PUISSANCES IMPÉRIALISTES

De l'État bourgeois traditionnel, il ne reste presque plus rien. Les locaux de la plus haute cour de justice haïtienne sont occupés par les gangs armés depuis de nombreux mois. Mal entraînés, sous-payés, les policiers, tout en fuyant les commissariats, tombent comme des mouches sous les balles assassines des gangs armés. C'est presque dans la clandestinité que l'Exécutif et ce qui reste des institutions fonctionnent. Malgré tout, pour les puissances impérialistes, il n'y a pas feu en la demeure. Les fondements de leur système d'exploitation, la propriété privée des moyens de production, ne sont pas encore menacés.

Les gangs continuent de faire régner la terreur dans le pays. Presqu'en terrain conquis, ils continuent de mettre le grappin sur de nouveaux territoires, procèdent à des massacres dans les quartiers populaires. Si les masses exploitées en sont les principales victimes, la bourgeoisie en prend aussi pour son grade. Les activités économiques séffondrent. Les principales routes reliant les différents départements sont bloquées, les ports fonctionnent au ralenti. Fuyant la fureur des gangs, de nombreuses entreprises commerciales sont fermées. Certains patrons et ressortissants étrangers sont kidnappés, d'autres se font tuer.

Appelées à leur secours par le biais du gouvernement et du Premier ministre, les classes dominantes haïtiennes avaient sollicité le 7 octobre 2022 des puissances impérialistes internationales l'envoi « sans délai d'une force spécialisée armée

internationale » pour contrer la montée en puissance des gangs armés.

Mais depuis, les puissances impérialistes soufflent le chaud et le fro id. En attestent la prudente attitude du gouvernement américain, les dernières déclarations contradictoires de l'ambassadeur du Canada en Haïti et de celles d'Antonio Gutierrez. Donnée pour imminente il y a près de 4 mois, une intervention militaire majeure en Haïti aujourd'hui n'aurait pas d'impact durable selon Bob Rae, l'ambassadeur du Canada à l'ONU. Un avis que ne partage pas Antonio Gutierrez qui continue d'appeler à une intervention militaire pour résoudre la crise sécuritaire.

Les tenants de l'ordre capitaliste mondial hésitent. Le feu n'est pas encore en Haïti. Ce serait le cas si c'était la classe ouvrière et des millions d'affamés qui étaient

dans les rues en train de leur disputer la mainmise sur les richesses du pays ou même encore si c'était un politicien bourgeois qui s'hasarderait à diffuser des illusions en direction des masses populaires. À ce moment-là, ils n'hésiteraient pas une seconde à intervenir comme ils l'ont fait en République dominicaine en mai 1965 ou encore à Cuba après la victoire des castristes. Ils hésitent, de peur que leur présence ne soit un facteur de sensibilisation et de prise de conscience des masses populaires contre les gangs et la classe des exploités.

Les petits gangs des quartiers populaires et les grands gangs de l'impérialisme qui dominant le monde ont ceci en commun qu'ils vivent tous de l'exploitation des masses populaires. Disons-le bien : tant que cela persiste, il n'y a pas d'autres solutions pour les masses exploitées que de se mettre en lutte pour renverser cet ordre social à l'échelle d'Haïti et du monde. ■

LÂCHES, LES POLICIERS SE SONT TROMPÉS DE CIBLES

Jeudi 26 janvier, des policiers en colère ont manifesté à Port-au-Prince mais également aux Gonaïves et dans le Bas Artibonite, en réaction à l'assassinat de plusieurs d'entre eux par des gangs armés. Mais trop lâches pour s'en prendre aux assassins dans leurs fiefs, ces policiers se sont plutôt attaqués à la population pauvre.

Sortis aux petites heures de la matinée du jeudi 26 janvier pour aller chercher de quoi vivre, les travailleurs ont eu les pires difficultés pour arriver sur leurs lieux de travail. La situation était pareille aux abords des marchés publics et de certains établissements scolaires. Tirs nourris venant de tous sens, blocages des rues, jets de pierre, pneus enflammés, la panique régnait au centre-ville de Port-au-Prince et dans ses environs. Si les plus téméraires ont continué leur route, de nombreuses personnes ont dû rebrousser chemin pour se protéger.

Vers 10 heures AM, l'affolement était à son comble. Des parents dont les enfants étaient restés coincés dans leurs écoles, couraient les chercher. Des individus

stoppaient des chauffeurs et utilisaient leurs camions pour barrer les routes.

En proie à l'inquiétude, les gens cherchaient à savoir qui étaient ces personnes dont beaucoup étaient encagoulées et violentes. Était-ce un nouvel épisode des affrontements entre gangs criminels ? Les gangs armés avaient-ils finalement décidé de prendre le Palais présidentiel comme certains messages sur les réseaux sociaux l'avaient laissé croire en début de semaine ?

Mais au fil des heures, la présence dans les rues de nombreux policiers, une manifestation avec à sa tête des policiers dans la commune de Delmas confirmaient qu'il s'agissait d'une protestation violente d'un groupe de policiers contre l'assassinat de

quinze d'entre eux en moins de deux semaines, par les gangs armés.

Mais retranchés dans leurs bases, les gangs criminels n'avaient aucun souci des fanfaronnades de ces policiers dans les rues. Plutôt que d'aller déloger les malfrats là où ils sont, ces derniers ont préféré s'acharner sur les tréteaux de petits marchands, les taxis, les camions de la population pauvre qu'ils croisaient sur leur chemin.

Si elles veulent se défendre, les masses populaires doivent se préparer à contrer les affres des bandes armées criminelles et ses ennemies liguées contre elles. Devant une population blessée dans sa chair, mobilisée et déterminée à se battre, aucune bande armée ne pourra résister. ■

RARETÉ DU CARBURANT : LES PRÉDATEURS NE LÂCHENT PAS LEURS PROIES

Après une brève éclaircie dans la vente du carburant au niveau des stations-services, le cauchemar des automobilistes et de la majorité des usagers des transports en commun a recommencé. Même avec l'augmentation de plus de 100% des prix par le gouvernement, la vente des produits pétroliers sur le marché informel a repris. Avec la nouvelle année, aucune amélioration ne pointe à l'horizon. Les malfrats qui contrôlent ce secteur n'entendent pas lâcher une prise aussi juteuse que sont l'importation et la distribution du carburant.

De nouveau, c'est le tohu-bohu aux abords et dans les rares stations-services ouvertes. Des files de voitures, des motos dans tous les sens qui se touchent presque et tentent de se frayer un chemin pour aller jusqu'aux pompes. Les gallons jaunes refont surface. Les heurts entre automobilistes reprennent de plus belle.

Par ailleurs, les marchands ambulants de carburant se multiplient à chaque coin de rue et à proximité des stations-services qui ne fonctionnent plus.

Au niveau du transport en commun, les altercations entre chauffeurs et passagers reprennent pour les prix des circuits. Injures, bagarres dont certaines peuvent aller jusqu'à mort d'homme, refont surface.

En réalité, la vente du carburant ne s'est améliorée que dans la capitale. Les habitants des villes de province et des zones reculées du pays n'ont jamais eu de répit. Avec la complicité des autorités locales, les malfrats qui se sont spécialisés dans cette activité, n'ont jamais chômé.

Selon plusieurs témoignages, ce sont les importateurs des produits pétroliers qui seraient à l'origine de la présente crise. Estimant leur marge insuffisante, ils demandent au gouvernement d'ajouter à nouveau quelques 250 gourdes au prix du gallon de gazoline, sous peine de cesser leurs activités.

Si le gouvernement capitule, le prix d'un gallon de gazoline passerait en 3 mois de 250 à 800 gourdes. Pour ne pas à nouveau subir ce coup de massue, les masses populaires ont intérêt à être vigilantes. ■

STOCKAGE ILLICITE DU CARBURANT ET INCENDIE

Pour réaliser des profits encore plus faramineux sur la vente du carburant, les importateurs et distributeurs des produits pétroliers développent tout un circuit de vente sur le marché noir. Poussés par la faim et le désespoir, ce sont des éléments des classes exploitées qui sont utilisés pour faire fructifier cette activité. Le carburant stocké dans les pires conditions dans les quartiers populaires et les incendies qui s'en suivent ont déjà fait beaucoup de dégâts dans les milieux populaires.

Mais les autorités ne pipent mot. Au vu et au su de tout le monde, tout se passe comme si c'était la norme. Imperturbables, les gros requins importateurs des produits pétroliers et leurs complices continuent d'alimenter le marché noir de la vente du carburant. Peu leur importent les graves conséquences sur la vie des plus pauvres dans le pays.

À côté de l'augmentation générale des prix des produits de première nécessité et des services que l'augmentation des prix du carburant entraîne, les incendies à répétition dans les quartiers populaires sont les plus frappants. Ces criminels n'ont rien à

envier aux gangs armés qui terrorisent les masses populaires.

Partout dans le pays, il se produit des incendies. Le 23 janvier 2023 à Port-au-Prince, un incendie a éclaté dans le quartier de Solino, zone Fort national, faisant plus de quatre morts et détruisant une vingtaine de maisons. Le 20 janvier à Jérémie, à quelques encablures d'un poste de police, le feu a éclaté dans un quartier populaire. Plus d'une dizaine de maisons ont été ravagées par les flammes. Les habitants dénoncent le stockage du carburant en complicité avec les plus hautes instances de la ville. Le 14 décembre 2022, à Cité Capois, Port-de-Paix, deux morts et une maison

incendiée.

On se rappelle, dans la nuit du 13 au 14 décembre, la catastrophe au Cap-Haïtien : plus de soixante personnes sont mortes et plusieurs maisons détruites. L'incendie d'un camion de carburant suspect qui essayait de décharger sa cargaison vers minuit a été à l'origine du sinistre.

Autant dire qu'elle ne sera pas pour demain, la fin des calamités de la population pauvre, sauf si, au lieu de continuer à crier, à pleurer et à invectiver, cette dernière utilise d'autres moyens pour contraindre ce petit groupe de rapaces sans scrupule à changer d'attitude. ■

CHOLÉRA : L'ÉPIDÉMIE GAGNE DU TERRAIN

L'indice de propagation de l'épidémie au sein des masses populaires a fortement augmenté. En seulement un mois, entre la mi-décembre et la mi-janvier, le nombre des cas suspects est passé de 15.400 à 25.200 soit un bond de 60%, selon les chiffres communiqués par les Nations Unies. Si le département de l'Ouest est le plus touché avec 65% des cas suspects, l'arrivée et la brutale augmentation de nouveaux cas dans les départements du Nord-Est, du Nord-Ouest et du Sud donnent le tournis.

Loin de refléter la réalité des faits, ces chiffres ne sont qu'un indice évolutif de l'épidémie. La situation est nettement plus grave au sein de la population. Dans les médias, sur les réseaux sociaux, les responsables des rares structures sanitaires publiques qui fonctionnent encore appellent au secours. Devant la flambée de l'épidémie, ils n'ont rien pour venir en aide aux personnes malades qui viennent chercher des soins. Il n'y a pas de lits, pas de gants, pas

de sérums. La situation est encore plus préoccupante dans les villes de province et dans les zones reculées du pays où il n'existe pratiquement pas d'offre de santé.

La faillite de l'État est totale, pas seulement dans la prise en charge de la maladie mais également en amont pour freiner l'épidémie et empêcher de nouvelles infestations.

Les facteurs qui favorisent le développement du choléra comme la misère, la

promiscuité, l'absence d'eau potable ne cessent de croître. Jonchées de détrit, les rues ne sont nettoyées qu'exceptionnellement. L'eau potable est une denrée rare. De nombreuses rues servent de latrines à ciel ouvert.

Ceux qui font office d'autorité se contentent de jouir des avantages de leurs postes et ne font rien pour prendre le problème à bras le corps. Livrées à elles-mêmes, les classes pauvres ne s'en sortiront pas si elles restent les bras croisés. ■

ALERTE SANITAIRE DANS L'ENVIRONNEMENT DE SONAPI

Le tronçon de route entre « Trois mains » et le « Carrefour Drouillard » abrite le parc industriel, SONAPI. Avec ses milliers de travailleurs, les environs du parc attirent des milliers de chômeurs qui se sont convertis en petits marchands de toutes sortes, des chauffeurs de taxis, des camions qui cherchent de quoi vivre tous les jours, du matin au soir. En l'absence du strict minimum de service sanitaire, cet endroit est potentiellement un lieu de transmission des maladies bactériennes et virales.

Sur le grand trottoir qui borde l'entrée officielle du parc SONAPI, on trouve des dizaines de marchandes de nourriture cuite qui viennent servir à manger à plusieurs centaines d'ouvriers chaque matin et en milieu de journée ; c'est leur restaurant. C'est aussi un grand marché public pour les classes populaires comme Port-au-Prince en connaît beaucoup. Des cireurs de chaussures, des marchandes ambulantes de boissons fraîches, des marchands de tissus et de vêtements usagés, des vendeurs de téléphones, tous ils se débattent pour vendre leurs produits. De l'autre côté de la rue se trouve une station de

bus. Des dizaines de camions de toutes dimensions y sont stationnés pour desservir les riverains qui viennent des quartiers nord de la capitale, principalement Cité Soleil, Bon Repos, Canaan, etc..

À l'heure où l'épidémie de choléra progresse dans les couches pauvres de la population, on s'attendait à voir la mairie, le ministère de la santé publique devant le parc SONAPI se mobiliser pour réduire certains facteurs de risques par une campagne d'éducation sanitaire, une campagne d'assainissement, la mise en place de toilettes, des points d'eau, etc. Mais ces responsables brillent par leur absence.

Les environs du parc SONAPI croulent sous le poids des détrit. C'est le lieu où de nombreux vidangeurs viennent jeter les matières fécales des fosses d'aisance. Il sert aussi de latrines et d'urinoir, c'est également là où l'on dépose les fatras. Mêlés à la poussière en période de sécheresse et de l'eau en période de pluie, c'est un cocktail explosif d'éclosion et de transmission de maladies.

Si cette situation reflète les détériorations des conditions de vie des classes populaires, elle montre aussi l'incurie, le mépris des autorités politiques et du secteur des affaires envers les travailleurs. ■

DANS LES ENTREPRISES

PAWÒL TRAVAYÈ

Ajisteman salè minimòm nan, se yon ijans

Ouvriye Manutech ki sou wout Ayewopò, gen tan benefisyè yon ajisteman salè apati mwa janvyè a. Genyen ki jwenn 250 goud anplis e lòt ki resevwa 325 goud sou salè minimòm nan. Se rezilta batay yo te mennen apre tranblemandetè 12 janvyè 2010 la. Yo te egzije pou salè a ajiste chak fwa kou lavi a vin pi chè. Jan atik 137 kòd travay la mande sa : depi kou lavi a ogmante de 10%, salè ouvriye dwe ogmante tou. Depi desanm IHSI anonse kou lavi a deja depase 47 %.

Sa gen yon lane depi klas travayè a te mobilize pou rache yon ajisteman salè 685 goud nan plas 500 goud. Apre taks ak prelevman te rete 548 goud. Pandan ane 2022 a, enflasyon, lavichè a fini avèk salè a nèt. Epi, yon lòt bò, goud la pèdi 50% nan valè li soti desanm 2021 pou rive desanm 2022.

Anplis salè tibèkiloz la, patwon yo te voye yon kantite ouvriye ochomaj san yon goud, ti kantite ki rete yo, se pa relèv yo te travay. Sa ki vin nan men yo jou pewòl la pat menm ka peye machann manje, alewè pou yo ta peye sòl, koutponya, dèt, elatriye. Nou bouke, nou pa ka sipòte ankò. Salè minimòm dwe ogmante san pèdi tan.

Esperyans montre nou, se sèl mobilizasyon nou ki toujou fè nou rache yon ajisteman salè, jan sa te fèt nan lane 2013, 2019 ak 2022 a. Pa gen wout pa bwa, batay pou ajisteman salè a se yon ijans, an nou komanse prepare batay la,

Bouch an bouch yonn di lot

OTR-UCI, Jedi 26 Janvyè 2023

An nou konte sou fòs nou !

ÉCHOS DES ENTREPRISES

Premium S.A

Réparez les machines !

Cela fait longtemps que les machines tombent en panne. Les mécaniciens déclarent qu'ils ne sont pas responsables, car la direction ne donne jamais suite à leurs réquisitions. Tandis que, la direction continue à exiger de la quantité et de la qualité. Elle oublie que qualité et quantité dépendent de machines en bon état.

Où est passé l'ingénieur !

L'ingénieur responsable des ressources humaines est nouveau à l'usine. À peine arrivé il a pris des décisions contre nous. Pour montrer son autorité, il a déclaré : « J'ai entendu dire que les travailleurs de Primium sont des brigands. Je vous annonce que cela va cesser à partir d'aujourd'hui ! » À cette déclaration, l'ensemble des travailleurs ont laissé les machines et ont bondi sur lui. Par chance, il a eu le temps de s'enfuir.

Sewing international S.A, SISA

Nous attendons l'argent du congé annuel

Chaque fin décembre, nous recevons simultanément l'argent du boni et celui du congé annuel. Cette année, à notre grand étonnement, le patron a décidé de garder l'argent du congé annuel. Qui pis est, l'un des responsables de la direction nous a dit que le patron n'est pas de mauvaise foi, qu'il a été victime de la crise qui frappait le pays. Face au comportement méprisant du patron on a craché notre colère. Qu'ils ne nous prennent pas pour des cons !

2023 : Une année qui débute mal !

Pour la première quinzaine de cette année, la majorité d'entre nous ont travaillé seulement 2 à 3 jours. Après le retrait des taxes et les prélèvements sur le salaire, il ne nous reste presque rien pour honorer nos dettes envers les marchandes de nourriture, voire apporter quelque chose à la maison.

Fair way

Au moins 150 gourdes par jour pour le transport

À la rentrée du nouvel an, le patron de Fair way, dans une rencontre avec les petits chefs, a fait savoir qu'il allait rajouter 15 gourdes à notre salaire. Cette modique somme serait pour le transport, prétendit-il. Or le plus court circuit qui nous ramène à l'usine en partant soit du carrefour de l'aéroport, soit du rond-point, coûte 25 gourdes. Au minimum, il nous faut deux courses pour arriver à l'usine, une première de 50 gourdes qui part de notre quartier pour nous ramener à l'un de ces deux points, la seconde de 25 gourdes pour nous ramener à l'usine. Ce qui fait au total 75 gourdes. Ainsi, l'aller et retour nous coûtent 150 gourdes.

À bord de son 4x4, le patron vit dans un autre monde, il n'a aucune idée de notre périple pour être à l'heure à l'usine. ■

DANS L'INTERNATIONAL

LES NOUVELLES MESURES MIGRATOIRES DE BIDEN : NI GÉNÉROSITÉ NI HUMANITÉ !

Le 5 janvier 2023, l'administration Biden-Harris a annoncé de nouvelles mesures concernant l'immigration. Près de 30 000 personnes d'Haïti, du Nicaragua, de Cuba et du Vénézuéla pourront entrer légalement chaque mois et travailler aux États-Unis pendant deux ans s'ils sont parrainés et remplissent les conditions imposées. À moins de deux ans des élections présidentielles, les dirigeants du parti démocrate jouent la carte de la générosité pour s'attirer la sympathie de la fraction de l'électorat d'origine haïtienne et latino. Tandis que les Républicains adoptent, eux, la posture nationaliste de gardiens farouches des frontières de la république étoilée pour gagner l'adhésion des électeurs hostiles à l'immigration, voire racistes.

Cette annonce a enflammé les réseaux sociaux et depuis, une triste folie s'est propagée dans le pays. Avec près de 5000 demandes par jour, il faut entre 30 000 à 50 000 gourdes pour un passeport. Avec cette manne, les grands mangeurs de l'administration publique sont les premiers bénéficiaires de cette mesure. Des milliers de gens se massent jour et nuit devant les bureaux de la DGI et de l'Immigration dans l'espoir d'être parmi les bénéficiaires à s'envoler vers les États-Unis.

Le 23 janvier, la riposte républicaine est tombée comme un coup de tonnerre dans un ciel serein. Vingt états ont engagé une poursuite judiciaire visant le retrait de la mesure annoncée par le président Biden, laquelle violerait les lois de l'immigration en vigueur aux États-Unis.

Et voilà ! Le décor est planté pour cette bataille entre les partis démocrate et républicain, deux faces d'une même médaille, instrumentalisant lâchement la détresse des Haïtiens désespérés à des fins purement électorales.

On se rappelle par ailleurs les images accablantes du traitement inhumain infligé aux migrants en 2021 à la frontière avec le Mexique. Les États-Unis subissent une pression migratoire, des milliers de gens

s'amassent tous les jours à la frontière ou rallongent leur séjour sur le territoire américain au-delà de la validité de leurs visas. En faisant miroiter l'espoir d'une entrée légale, dont la demande doit être faite depuis l'étranger, ces nouvelles mesures visent à décourager les tentatives d'immigration illégale.

Cette approche a d'abord été testée avec le Vénézuéla et a eu pour conséquence une baisse importante du nombre de ressortissants vénézuéliens tentant d'entrer illégalement aux États-Unis. Ce succès, s'il peut être répliqué, permettra à l'administration Biden de vider la frontière Sud-Ouest et sera un argument parlant à soulever contre les Républicains qui se sont opposés, dès le début de son mandat, aux propositions de réforme de l'immigration présentées par l'administration Biden.

Par ailleurs, la prochaine coupe du monde prendra place dans trois ans en Amérique du Nord (États-Unis, Canada, Mexique). Au Qatar, la préparation de cet événement avait nécessité l'emploi de 30 000 travailleurs immigrés, dont 6500 ont perdu la vie dans la construction des infrastructures pour cet événement. Il est très probable que l'attrait d'une main d'œuvre à bon marché puisse également expliquer les nouvelles mesures migratoires du gouvernement américain. La période de séjour accordée (deux ans) et



Euphorie devant la direction de l'immigration

l'attestation de travail garantie appuient cette explication.

Quand on observe les efforts déployés et les sacrifices consentis par les Haïtiens pour fuir le pays, — vendre toutes leurs possessions, marcher des semaines en remontant le circuit Brésil-Chili-Mexique, risquer leur vie dans des bateaux de fortune — on se dit qu'il n'en faudrait pas autant pour œuvrer vers la révolution et un changement en profondeur de la société. Ce qui manque, c'est la conscience que notre salut à tous ne passera pas par le sauve-qui-peut individuel mais par la lutte collective. ■

POUR DÉFENDRE UNE POLITIQUE CORRESPONDANT À LEURS INTÉRÊTS DANS LES ÉVÉNEMENTS ACTUELS, COMME DANS LES LUTTES À VENIR, LA CLASSE DES PAUVRES A BESOIN D'UN PARTI RÉVOLUTIONNAIRE.

TRAVAILLEURS DES VILLES ET DES CAMPAGNES, JOBEURS, CHÔMEURS, INTELLECTUELS, JEUNES DÉCIDÉS À SE METTRE AU SERVICE DES PAUVRES, PARTICIPEZ À LA CONSTRUCTION D'UN PARTI OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE.

CONTACTEZ NOS MILITANTS, FAITES CIRCULER LES IDÉES ET LE MATÉRIEL DE L'ORGANISATION, DEMANDEZ VOTRE ADHÉSION.